

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 11–14 octobre 2004

## PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 8 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/2004/8-B/3**  
30 août 2004  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— SRI LANKA 10067.1

**Assistance aux groupes vulnérables en vue de  
la consolidation de la paix dans les régions  
affectées par le conflit**

Nombre de bénéficiaires	800 000 par an (moyenne); femmes: 450 000; hommes: 350 000
Durée du projet	Deux ans (1er janvier 2005–31 décembre 2006)
<b>Coût (dollars E.-U.)</b>	
Coût total des produits alimentaires	16 557 049
Coût total pour le PAM	25 906 138

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour l'Asie (ODB): M. A. Banbury

Attaché principal de liaison, ODB: M. K. Sato tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



## RESUME

Sri Lanka est un pays à faible revenu et à déficit vivrier où 25 pour cent de la population vit dans la pauvreté. Les taux de malnutrition sont élevés partout dans le pays mais sont plus du double de la moyenne nationale dans les districts affectés par le conflit.

Les 19 années de guerre civile ont fait 64 000 morts et ont déplacé dans le pays même quelque 800 000 personnes et ont affecté aussi 800 000 habitants restés dans les zones touchées par les hostilités. La précédente intervention prolongée de secours et de redressement menée par le PAM pendant la période 2002–2004 a, dans un premier temps, été axée sur les personnes déplacées vivant dans des centres d'aide sociale mais, peu à peu, a été orientée de façon à secourir les personnes souhaitant regagner leurs foyers et les villages d'accueil après que l'accord de cessez-le-feu eut été signé en février 2002. Cette réorientation des secours vers le redressement a appuyé le processus de réinsertion et de réhabilitation et a conduit à apporter des modifications à l'intervention en cours. Ces nouveaux aspects seront élargis dans le cadre de cette nouvelle phase de l'opération.

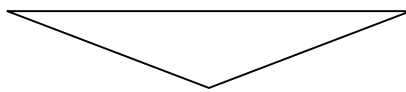
Le but visé est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les zones affectées par le conflit et de renforcer la cohésion sociale afin de contribuer au processus de consolidation de la paix. Les objectifs immédiats sont les suivants: i) améliorer l'accès à l'alimentation des populations affectées par le conflit grâce aux programmes vivres-contre-travail tendant à remettre sur pied les avoirs communautaires et individuels; ii) améliorer la situation nutritionnelle des femmes enceintes et des mères allaitantes, des enfants de moins de 5 ans et des femmes vulnérables qui vivent encore dans des centres d'aide sociale des personnes déplacées; iii) atténuer la faim à court terme et améliorer le régime alimentaire des élèves des écoles de manière à accroître les taux de scolarisation et à réduire les taux d'abandons scolaires; iv) améliorer l'accès aux services de conseils et à la formation professionnelle des populations les plus touchées par le conflit, y compris les anciens enfants soldats, les ménages dirigés par des femmes, les jeunes au chômage et les enfants traumatisés.

Les bénéficiaires ciblés seront notamment les personnes déplacées, les anciennes personnes déplacées désireuses de s'intégrer à la société et les communautés hôtes afin de promouvoir la réconciliation et de contribuer à la consolidation de la paix.

Cette intervention, d'une durée de deux ans, sera exécutée dans huit districts du nord-est et dans les divisions affectées par le conflit des quatre districts voisins. Le nombre de bénéficiaires sera en moyenne de 800 000 personnes par an, ce qui exigera 55 082 tonnes de produits alimentaires à un coût pour le PAM de 25,9 millions de dollars.



## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil approuve l'IPSR Sri Lanka 10067.1, "Assistance aux groupes vulnérables en vue de la consolidation de la paix dans les régions affectées par le conflit" (WFP/EB.3/2004/8-B/3).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



---

## CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'AIDE

### Contexte de la crise

1. Sri Lanka est un pays à faible revenu et à déficit vivrier où un quart de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté. L'étendue de l'insécurité alimentaire se reflète dans le niveau élevé des taux de malnutrition: 29 pour cent d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale, 15 pour cent d'émaciation et 14 pour cent de troubles de croissance, et 16 pour cent pèsent moins de 2,5 kilogrammes<sup>1</sup>. Dans les districts affectés par le conflit du nord et de l'est du pays, les taux de malnutrition sont alarmants et sont deux fois plus élevés que la moyenne nationale.
2. Le conflit armé qui, de 1983 à 2001, a opposé le gouvernement et les Tigres de libération du Tamil Eelam (LTTE) a fait plus de 64 000 morts et a déplacé 800 000 personnes dans le pays même, tandis que 800 000 habitants qui sont restés chez eux ont eux aussi été sérieusement affectés par les hostilités. Au début de 2002, le gouvernement et les LTTE ont officiellement conclu un accord de cessez-le-feu qui a débouché sur plusieurs séries de pourparlers de paix entre septembre 2002 et mars 2003. Les progrès vers une solution permanente se sont néanmoins trouvés interrompus lorsque les LTTE ont quitté la table de négociation en avril 2003, faisant valoir que rien n'avait été fait pour relever les défis que représentaient la remise en état, la reconstruction et le développement et que les dividendes de paix ne parvenaient pas jusqu'aux habitants du nord et de l'est de l'île. Les pourparlers de paix n'ont pas encore repris, mais le cessez-le-feu a été maintenu et il n'y a actuellement pas d'hostilités ouvertes. Sri Lanka se trouve actuellement dans une situation "sans guerre ni paix".
3. À la Conférence de Tokyo pour Sri Lanka, en juin 2003, les donateurs ont annoncé pour 4,5 milliards de dollars E.-U. de dons et de prêts, un montant sans précédent, pour les programmes de relèvement et de reconstruction, sous réserve que les pourparlers de paix reprennent. En septembre et octobre 2003, le gouvernement et les LTTE ont échangé des propositions touchant la configuration et la forme d'une administration intérimaire pour le nord-est du pays, mais les négociations se sont trouvées paralysées et ont conduit à une impasse politique et à une période de stagnation. Un nouveau parlement a été élu en avril 2004 et la Présidente du pays s'est engagée à reprendre les pourparlers de paix, mais les bouleversements politiques que connaît le gouvernement depuis la fin de 2003 ont causé un sentiment continu de frustration, de sorte que la situation demeure instable. L'on espère qu'il sera possible d'éviter la reprise des combats, mais il reste à mener à bien une tâche immédiate en termes de consolidation de la paix et de réconciliation. La méfiance et l'insécurité persistent et rien n'a vraiment été fait pour remédier aux disparités qui caractérisent le niveau de développement des différentes régions. Depuis le cessez-le-feu, environ 320 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)<sup>2</sup> ont regagné leurs foyers dans l'espoir de se réinstaller de façon permanente et de reconstruire leurs vies. Si les personnes soucieuses de regagner leurs foyers, les communautés d'accueil et les PDI qui restent dans les centres d'aide sociale ne peuvent pas recouvrer les moyens de subsistance durables, la paix restera une gajure.

---

<sup>1</sup> Gouvernement de Sri Lanka, *Demographic Health Services*, 2000.

<sup>2</sup> Enquête sur les PDI menée par le HCR, mise à jour en décembre 2003.



## Analyse de la situation

4. Le conflit a affecté tous les aspects de la vie à Sri Lanka mais ce sont dans le nord et l'est de l'île et dans les districts voisins ébranlés par le conflit que l'on trouve les pires cas de pauvreté et d'insécurité alimentaire. L'insuffisance des précipitations et la fréquence des sécheresses aggravent encore la situation dans deux des quatre districts voisins.
5. Après la conclusion de l'accord de cessez-le-feu, l'axe routier nord-sud A-9 a rétabli les communications avec les zones précédemment contrôlées par les LTTE après 20 ans d'isolement, ce qui a permis de constater toute l'ampleur des destructions causées aux biens privés et à l'infrastructure communautaire. Le conflit a sérieusement ébranlé les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des familles rurales dont le déplacement et le manque d'accès à l'agriculture, l'élevage, aux forêts et aux possibilités de gains se sont traduits par une chute de la production, des revenus et de l'emploi; de vastes superficies de terres agricoles sont devenues inaccessibles du fait de la présence de mines terrestres ou sont revenues à l'état de broussailles; le matériel et l'infrastructure agricoles, y compris les systèmes d'irrigation, doivent être réparés ou remis en état. Cette dégradation de la situation a limité la capacité des ménages pauvres de préserver une sécurité alimentaire adéquate et a causé une misère sans précédent.
6. Dans les régions affectées par le conflit, il n'y a pas de services publics adéquats, et en particulier de services de santé. Les taux élevés de malnutrition reflètent la gravité de la situation: des pourcentages élevés de nouveau-nés souffrant d'insuffisance pondérale sont la norme; les taux d'anémie de 50 pour cent sont communs chez les femmes et les adolescentes<sup>3</sup>. Des femmes sous-alimentées donnent naissance à des enfants dont le départ dans la vie est compromis par une petite taille et un poids insuffisant, ce qui ne fait que transmettre la malnutrition d'une génération à la suivante.
7. Du fait des perturbations qu'a connu le secteur de l'enseignement pendant le conflit, les indicateurs pour le nord et l'est sont bien pires que dans le reste du pays. Une étude d'impact réalisée à la fin de 2002 par l'Office allemand de la coopération technique (GTZ)<sup>4</sup> a fait apparaître des taux de scolarisation très erratiques et des taux d'abandons scolaires de 30 pour cent chez les enfants de 5 à 14 ans dans la région de Vanni. D'autres études réalisées par le PAM<sup>5</sup> dans les écoles du nord et de l'est et des districts voisins en septembre 2003 ont elles aussi montré que les taux de malnutrition sont alarmants: 30 pour cent des enfants souffraient d'émaciation, 27 pour cent de troubles de croissance et 51 pour cent d'insuffisance pondérale, soit près de deux fois plus que les moyennes nationales. Beaucoup d'enfants ne peuvent concentrer leur attention, arrivant à l'école l'estomac vide.
8. Dans les régions affectées par le conflit, plus de 20 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes<sup>6</sup>. Beaucoup d'entre eux ont perdu le soutien de famille pendant le conflit et essaient de survivre matériellement et psychologiquement. Depuis le cessez-le-feu, les possibilités qui leur ont été offertes et l'appui qui leur a été fourni pour reconstituer leurs moyens de subsistance et rétablir leur sécurité alimentaire ont été limités.

---

<sup>3</sup> Enquête sur la nutrition réalisée en 2001 sous l'égide du PAM; les taux d'anémie pour les femmes enceintes sont de 64 pour cent dans la région de Mannar et 56 pour cent dans la région de Vavuniya.

<sup>4</sup> GTZ. *Projet de relèvement des services d'éducation dans la région de Vanni: Kilinochchi, Mannar, Mulaitivu, Vavuniya; Étude d'impact*. Décembre 2002.

<sup>5</sup> Enquête de référence sur la nutrition réalisée sous l'égide du PAM parmi les élèves des écoles du nord et de l'est, septembre 2003.

<sup>6</sup> GTZ. Enquête 2003: "*Catch-Up Education*".



9. Les enfants sont ceux qui ont été le plus affectés par le conflit: les traumatismes psychosociaux sont généralisés et toute une génération a grandi en ne connaissant que le conflit. Les enfants sont particulièrement exposés car beaucoup ont été longtemps sans abri ou sont orphelins; ils n'ont guère reçu d'instruction, voire aucune, n'ont pas accès aux services de santé et ont été les témoins de la violence. Beaucoup d'entre eux ont été privés d'une enfance normale et des conditions essentielles à leur épanouissement et à leur développement pendant leurs années formatives et doivent rattraper les années d'instruction qu'ils ont perdues. Les enfants soldats sont renvoyés dans leurs familles dans le cadre d'un programme appuyé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'on s'emploie actuellement à élaborer à leur intention des programmes de formation professionnelle.
10. Des millions de Sri Lankais ont été affectés par près de 20 ans d'hostilités, et les groupes les plus directement touchés et vulnérables sont les suivants:
- les familles réinstallées qui souhaitent reconstituer leurs moyens de subsistance;
  - les populations locales dans les zones de réinstallation et les anciennes personnes déplacées;
  - les PDI qui vivent dans les centres d'aide sociale; et
  - les enfants et les jeunes traumatisés par le conflit.

Parmi ces groupes, les enfants de moins de 5 ans, les élèves des écoles, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les femmes vulnérables qui vivent dans les centres d'aide sociale sont particulièrement exposés.

## Politiques et programmes de redressement du gouvernement

11. Le gouvernement fournit sur l'ensemble du territoire national une aide aux civils affectés par le conflit et appuie les programmes d'aide sociale aux groupes les plus pauvres, où qu'ils vivent. Pendant la période 2002–2003, le gouvernement, avec un appui et une participation des donateurs locaux, a élaboré un large cadre de secours, de redressement et de réconciliation afin de coordonner l'assistance fournie aux communautés affectées par le conflit et de guider les efforts de réconciliation et de partenariat des différents groupes ethniques en tant que base d'un développement durable.
12. Sous la gestion du Commissaire général aux services essentiels, le gouvernement gère dans les régions contrôlées par les LTTE des structures administratives chargées de fournir des services de base et des secours alimentaires essentiels aux PDI. Les personnes déplacées ayant des gains mensuels inférieurs à 1 500 LKR<sup>7</sup>, c'est-à-dire à peu près le seuil à partir duquel l'on peut participer au système national de protection sociale du service *Samurdhi*, peuvent recevoir du Commissaire général aux services essentiels une ration mensuelle de produits déshydratés. Le gouvernement a également entrepris au plan national un programme de distribution d'un aliment mélangé local appelé *thripasha* aux femmes enceintes et aux mères allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition mais, comme la production actuelle ne répondait pas à 50 pour cent des besoins nationaux, le programme de distribution de *thripasha* ne couvre pas efficacement les districts affectés par les conflits.

<sup>7</sup> Environ 15 dollars; 1 dollar E.-U. = 104,0 LKR (juillet 2004).



13. Les administrations locales fournissent une aide aux PDI pendant leur réinstallation, notamment sous forme d'une enveloppe financière d'aide globale composée d'une indemnité d'installation, d'un abri temporaire, d'une subvention à la création d'une entreprise productive et d'une allocation pour l'achat d'outils. Cette enveloppe n'a pas été révisée récemment et ne suffit plus aux besoins d'une famille souhaitant se réinstaller.

## Justification

14. Le volet redressement de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) sera pleinement intégré aux programmes du gouvernement. Il vise à remettre en état les avoirs individuels et communautaires et l'infrastructure, à permettre aux enfants de fréquenter l'école, à remédier aux carences nutritionnelles et aux déficits alimentaires et de renforcer l'autonomie des groupes les plus vulnérables dans les régions affectées par le conflit. Les bénéficiaires ciblés seront notamment les PDI, les familles souhaitant se réintégrer à la société et les communautés d'accueil, le but ultime étant de promouvoir la conciliation et de contribuer au processus de consolidation de la paix.

---

## STRATEGIE DE REDRESSEMENT

### Besoins des bénéficiaires

15. La stratégie qui est à la base de l'IPSR reflète l'engagement pris dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement d'aider Sri Lanka en "fournissant des secours d'urgence et une assistance humanitaire aux populations affectées par le conflit, en aidant à reconstituer les moyens de subsistance des personnes affectées et en appuyant les efforts de nature à contribuer à l'instauration de la paix et de l'harmonie sociale". L'IPSR appuiera les efforts de consolidation de la paix en aidant les personnes directement affectées par le conflit et en appuyant les efforts qu'elles déploient pour devenir plus autonomes.
16. La stratégie qui inspire cette IPSR est fondée sur l'"Évaluation des besoins dans les zones affectées par le conflit" de 2003, où il était dit que "la remise sur pied de l'infrastructure et des services sociaux devra constituer l'une des premières priorités pendant la période de transition. L'accès à ces services revêt une importance capitale si l'on veut assurer le retour et la réinsertion des réfugiés et des PDI dans des conditions sûres et dignes et améliorer la situation des communautés d'accueil et des autres groupes vulnérables."<sup>8</sup>
17. La stratégie de redressement tendra à appuyer:
- la remise en état de l'infrastructure villageoise grâce à des programmes vivres-contre-travail (VCT);
  - la fourniture de suppléments alimentaires aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux petits enfants;
  - l'atténuation de la faim immédiate chez les élèves des écoles, l'amélioration du régime alimentaire, l'augmentation du taux de fréquentation scolaire et la réduction du taux d'abandons scolaires; et

---

<sup>8</sup> Organisation des Nations Unies, Banque asiatique de développement et Banque mondiale. Mai 2003. *Sri Lanka: Évaluation des besoins dans les zones affectées par le conflit*. Colombo.





- les populations vulnérables vivant dans des camps de PDI, les personnes participant à des programmes d'aide psychosociale et les anciens jeunes combattants pendant leur réinsertion au sein de la communauté.
18. Les buts visés par l'IPSR répondent aux objectifs de développement du Millénaire. La composante VCT tend à promouvoir l'"éradication de la pauvreté extrême et de la faim" tandis que la composante vivres pour l'éducation (VPE) a pour objet d'encourager l'"instauration d'une éducation primaire universelle". Le volet concernant la nutrition maternelle et infantile (NMI), lié au quatrième objectif de développement du Millénaire, est d'"améliorer la santé maternelle" ainsi qu'au cinquième, qui tend à "réduire la mortalité infantile". Toutes les composantes contribueront à "promouvoir l'égalité entre les sexes et l'habilitation des femmes", l'accent étant mis sur les femmes chefs de ménage. Une sensibilisation au VIH/SIDA est intégrée à toutes les activités programmées.
19. Le nombre estimatif de bénéficiaires ciblés dans chaque district a été déterminé sur la base d'une analyse de la vulnérabilité ainsi que de la capacité des partenaires du gouvernement d'exécuter les différentes composantes de l'intervention. La plupart des divisions des huit districts du nord et de l'est du pays doivent, selon les résultats des activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM, recevoir la priorité. Seules les divisions touchées par l'insécurité alimentaire des quatre districts voisins affectés par le conflit recevront une assistance dans le cadre de cette IPSR.

### **Le rôle de l'aide alimentaire**

20. L'aide alimentaire aura les objectifs immédiats ci-après:
- appuyer la cohésion sociale dans les zones de réinstallation grâce à la remise en état des avoirs communautaires;
  - reconstituer les moyens de subsistance et améliorer la sécurité alimentaire des populations réinstallées et des groupes vulnérables des communautés d'accueil grâce à des efforts de réhabilitation et de création d'avoirs individuels, notamment sous forme d'activités de défrichage de terres, de réparation d'une maison et de création d'avoirs productifs;
  - d'atténuer la faim à court terme et améliorer le régime alimentaire des élèves de l'école primaire, accroître le taux de scolarisation des garçons et des filles et réduire leur taux d'abandons scolaires et accroître la participation aux classes de rattrapage;
  - améliorer la situation nutritionnelle des femmes et des enfants; et
  - appuyer la participation volontaire des bénéficiaires à des programmes d'aide psychosociale, de formation professionnelle et de réinsertion.

### **Approches à la base du programme**

21. L'IPSR met l'accent sur:
- l'aide aux zones affectées par le conflit et aux divisions vulnérables des districts limitrophes qui traversent une période de transition devant déboucher sur une plus grande cohésion sociale;
  - la création durable de conditions de nature à consolider la cohésion sociale dans les districts affectés par le conflit, par exemple au moyen d'activités VCT à assise communautaire;
  - l'amélioration des moyens de subsistance des populations et des communautés affectées par le conflit;



- l'aide aux groupes vulnérables comme femmes, veuves et enfants et participants aux programmes d'aide psychosociale;
- l'élargissement des approches participatives afin d'identifier les besoins des populations affectées, et surtout des femmes;
- le renforcement des capacités des agents d'exécution associés du gouvernement dans le nord et l'est du pays grâce à une formation, notamment durant l'exécution du programme;
- la mobilisation locale de ressources additionnelles; et
- la création de partenariats et l'élargissement de la programmation conjointe afin de garantir la complémentarité des apports aux activités de redressement.

## Évaluation des risques

22. Les principaux risques liés à l'IPSR sont les suivants:

- effondrement du processus de paix;
- violation de l'accord de cessez-le-feu pouvant entraîner une plus grande insécurité dans les régions couvertes par l'IPSR;
- insuffisance de l'appui —politiques générales, engagement, ressources budgétaires et personnel— du gouvernement central;
- absence d'appui des LTTE aux activités menées dans le contexte de l'IPSR dans les régions sous leur contrôle; et
- insuffisance de l'appui des donateurs en attendant la reprise des pourparlers de paix.

## Buts et objectifs

23. Les buts de cette IPSR sont d'améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les régions affectées par le conflit ainsi que de promouvoir la cohésion sociale afin de contribuer à la consolidation de la paix grâce à des interventions d'aide alimentaire.

24. Les objectifs de l'IPSR sont les suivants:

- améliorer l'accès aux aliments des populations affectées par le conflit au moyen de programmes VCT de reconstitution des avoirs communautaires et individuels (priorité stratégique 2);
- améliorer la situation nutritionnelle des femmes enceintes et des mères allaitantes, des enfants de moins de 5 ans et des femmes vulnérables qui vivent dans les derniers centres d'aide sociale aux PDI (priorité stratégique 3);
- réduire la faim à court terme et améliorer le régime alimentaire des élèves des écoles pour contribuer à faciliter leur développement intellectuel, à accroître les taux de scolarisation et à réduire les taux d'abandons scolaires (priorité stratégique 4); et
- améliorer l'accès aux services de conseil et à la formation professionnelle des personnes les plus affectées par le conflit, comme les anciens enfants soldats, les ménages dirigés par des femmes, les jeunes au chômage et les enfants traumatisés (priorité stratégique 4).



## PLAN D'EXECUTION PAR COMPOSANTE

### Principales composantes de l'intervention

25. Cette IPSR a été conçue dans le prolongement de l'IPSR 10067.0 en cours, qui a permis de créer des partenariats avec le gouvernement et d'autres entités. Pendant la période 2002-2004, l'IPSR en cours a été réorientée des secours vers le redressement et, à la fin de 2004, les trois composantes de base ont été opérationnelles pendant les périodes comprises entre 18 et 30 mois. À la lumière des activités de suivi sur le terrain, des résultats des ateliers d'examen et d'autres informations en retour, des corrections et ajustements mineurs ont été apportés à ces composantes pour en améliorer l'efficacité.
26. Les activités qui sont prévues dans les 12 districts affectés par le conflit sont exposées ci-après. Le nombre de bénéficiaires par composante, l'envergure des distributions de rations et le total des besoins alimentaires sont exposés aux tableaux 1 à 3.

#### ⇒ *Nutrition maternelle et infantile*

27. Cette composante a été introduite au début de 2003 dans le cadre de l'IPSR en cours à la lumière des besoins des communautés affectées par le conflit et des recommandations formulées à la suite d'une évaluation conjointe PAM/Organisation mondiale de la santé (OMS) réalisée en 2001. Les services du Ministère de la santé distribuent, par l'entremise des dispensaires, des aliments mélangés à tous les enfants de 6 à 36 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Du fait de problèmes d'approvisionnement, les aliments mélangés du PAM remplacent peu à peu les *thripasha* dans ces districts —en quantités supérieures— ce qui permet au gouvernement d'administrer plus régulièrement le programme de distribution des *thripasha* dans les autres districts. L'actuelle composante NMI a progressivement été élargie à tous les districts du nord et de l'est de l'île en 2003 et 2004. Les quatre districts limitrophes affectés par le conflit seront couverts par l'actuelle phase de l'IPSR.

#### ⇒ *Vivres pour l'éducation*

28. La composante VPE, introduite à titre pilote en août 2003 sous forme d'un programme de distribution d'une collation en milieu de matinée à 27 000 élèves dans cinq des circonscriptions scolaires des régions affectées par le conflit, s'est progressivement élargie et, à la fin de 2004, 175 000 élèves de 1 000 écoles participants devraient en bénéficier. La composante VPE est appréciée par toutes les parties prenantes, qui voient non seulement un moyen d'améliorer les résultats des élèves des écoles primaires, mais aussi le moyen d'atténuer leur faim dans l'immédiat, d'accroître les taux de fréquentation scolaire, de réduire les taux d'abandons et d'améliorer leur régime alimentaire. Le PAM s'efforcera de collaborer avec le gouvernement, l'OMS, l'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour appliquer une approche mieux intégrée dans les écoles ciblées, par exemple en distribuant des comprimés de déparasitage, en encourageant la création de potagers scolaires et en améliorant l'assainissement et l'hygiène.
29. Il faut également aider d'urgence les enfants qui ont manqué l'école pendant plusieurs années du fait du conflit. Plusieurs organismes financiers de sources extérieures appuient l'organisation de divers programmes de rattrapage après l'école; dans le cadre de l'actuelle IPSR, le PAM fournit depuis le début 2003 une aide alimentaire à un programme, réalisé dans le nord du pays sous l'égide du GTZ. Au début de 2004, le PAM a commencé d'apporter un appui à un programme semblable exécuté par l'UNICEF et d'autres



organisations non gouvernementales (ONG) se sont dites vivement désireuses de collaborer avec le PAM pour la mise en oeuvre de ce type d'intervention.

⇒ *Vivres-contre-travail*

30. La composante VCT de l'IPSR en cours a commencé en août 2002, l'intention étant d'appuyer le relèvement des régions ayant accueilli les PDI de retour et les communautés d'accueil vulnérables dans les districts contrôlés par les LTTE. Ses objectifs sont de fournir une aide alimentaire aux groupes vulnérables et d'améliorer les avoirs communautaires. Dans un premier temps, les programmes VCT réalisés dans le nord étaient axés sur la remise en état des systèmes d'irrigation et des routes rurales et, en 2003, il a été élargi de manière à englober les projets de remise en état de l'infrastructure de base proposés par les communautés. Le gouvernement et les autorités locales voient dans les programmes VCT un moyen approprié de remettre en état une infrastructure qui n'est pas entretenue depuis 20 ans.

⇒ *Autres groupes vulnérables affectés par le conflit*

31. **Reste des PDI.** Des centaines de milliers de PDI ont regagné leurs foyers entre le début 2002 et la fin 2004, mais il en reste 100 000 qui, pour différentes raisons, ne peuvent pas retourner dans leurs localités d'origine, dont des ménages dirigés par des femmes, qui représentent 20 pour cent du total. Les rations actuellement distribuées chaque mois par le gouvernement ne sont pas suffisantes et beaucoup de PDI ne peuvent pas les compléter. Le PAM distribuera par conséquent à ces 20 000 personnes une ration mensuelle de 15 kilogrammes de riz.
32. **Programmes d'aide psychosociale à l'intention des enfants traumatisés.** Des aliments seront fournis aux participants aux sessions de formation des programmes d'aide psychosociale. La distribution de rations familiales encouragera les familles à envoyer leurs enfants traumatisés participer à des programmes de conseils et de classes de rattrapage. La plupart des bénéficiaires seront des orphelins et des enfants de ménages dirigés par des femmes. Dans le contexte de la nouvelle IPSR, le PAM continuera de fournir l'aide alimentaire qu'il distribue actuellement à 3 000 participants dans le cadre d'un programme conjoint d'aide psychosociale et avec l'ONG suisse *Terre des hommes*.
33. **Démobilisation/réinsertion des enfants soldats.** L'on s'emploie à s'attaquer au problème des enfants soldats à Sri Lanka dans le cadre d'un plan d'action entre les LTTE et le gouvernement et réalisé sous l'égide de l'UNICEF. Selon ce plan, les quelques milliers d'enfants soldats recensés doivent être remis à l'UNICEF et à ses partenaires, lesquels, dans un premier temps, dispenseront des conseils dans des centres temporaires d'accueil et, à terme, appuieront la réinsertion de ces enfants à leurs familles et à leurs communautés. Le PAM distribuera une ration familiale à chaque enfant soldat démobilisé pendant une durée de trois mois afin de faciliter la réinsertion de ces enfants.
34. **Vivres pour la formation (VPF).** Au cours d'une récente évaluation participative des besoins menée dans quatre villages des provinces du nord-est et du centre-nord du pays, le chômage des femmes, et spécialement de celles qui dirigent des ménages, a été identifié comme l'un des principaux problèmes communautaires qui ne pouvait être résolu qu'au moyen d'une formation professionnelle. Les autres groupes vulnérables ayant besoin d'une telle formation sont les anciens enfants soldats et les jeunes qui ne fréquentent pas l'école. Il sera par conséquent fourni une aide alimentaire pour appuyer une formation professionnelle dans des domaines comme la couture et l'horticulture à l'intention des ménages dirigés par des femmes ainsi qu'une formation d'apprentissage d'un métier dans le cas des anciens combattants et des jeunes, cette formation devant en partie être



dispensée avec l'appui de l'Organisation internationale du travail (OIT), ce qui ne manquera pas d'accroître les avantages à long terme de l'assistance alimentaire. Les participants recevront une ration familiale en remplacement des gains qu'ils auraient éventuellement pu tirer de menus travaux s'ils n'avaient pas investi leur temps dans la formation.

## Bénéficiaires, assortiment alimentaire et envergure des distributions de rations

35. Selon les estimations, 730 000 bénéficiaires devraient recevoir une aide alimentaire dans le cadre de cette IPSR en 2005, chiffre qui devrait atteindre 850 000 en 2006 par suite de l'élargissement des composantes NMI et VPE. En raison de l'accent mis sur les mères et les ménages dirigés par des femmes, les femmes représenteront 56,3 pour cent du nombre total de bénéficiaires. L'on trouvera aux tableaux 1 à 3 de plus amples détails sur les bénéficiaires, les rations et les quantités de produits alimentaires.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET PAR AN</b>					
<b>Composante du programme</b>	<b>Groupe cible</b>	<b>Bénéficiaires en 2005</b>	<b>Bénéficiaires en 2006</b>	<b>Femmes (%)</b>	<b>Hommes (%)</b>
NMI	Femmes enceintes et mères allaitantes	73 000	90 000	100	0
	Enfants de 6 à 36 mois	89 000	108 000	50	50
	Enfants de 37 à 60 mois	73 000	90 000	50	50
VPE	Collation en milieu de matinée	175 000	215 000	50	50
	Enseignement de rattrapage	44 000	52 000	50	50
VCT		238 000 (47 600)*	257 000 (51 400)*	50	50
Autres groupes vulnérables	PDI	20 000	20 000	90	10
	Conseils psychosociaux	3 000	3 000	50	50
	Programme de réinsertion des enfants soldats	5 000 (1 000 enfants)	5 000 (1 000 enfants)	50	50
	Formation	10 000	10 000	50	50
<b>Total</b>	10 groupes cibles/ sous-composantes	<b>730 000</b>	<b>850 000</b>	<b>56,3</b>	<b>43,7</b>

\* Nombre de participants.



<b>TABLEAU 2: ENVERGURE DES DISTRIBUTIONS DE RATIONS PAR COMPOSANTE (gr/personnes/jours)</b>							
	<b>Jours/ mois</b>	<b>Mois/ année</b>	<b>Riz</b>	<b>Aliments mélangés</b>	<b>Légumineuses</b>	<b>Sucre</b>	<b>Huile</b>
NMI (femmes enceintes et mères allaitantes)	30	12		125			
NMI (enfants de 6 à 36 mois)	30	12		75			
NMI (enfants de 37 à 60 mois)	30	12		75			
VPE (collation en milieu de matinée)	21	9	60	40	12	5	10*
VPE (enseignement de rattrapage)	12	9	60	40	12	5	10*
VCT	22	3	500		60	30	
PDI vulnérables	30	12	500				
Conseils psychosociaux	21	9	60	40	12	5	
Réinsertion des enfants soldats	30	3	500		60	30	
Formation	30	3	500		60	30	

\* L'huile sera fournie par le gouvernement, qui l'achètera localement.

<b>TABLEAU 3: QUANTITÉS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR COMPOSANTE/ SOUS-COMPOSANTE</b>			
	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>Total</b>
<b>(en tonnes)</b>			
<b>Santé et nutrition</b>			
– NMI (femmes enceintes/mères allaitantes)	3 299	4 033	7 332
– NMI (enfants de 6 à 36 mois)	2 392	2 924	5 316
– NMI (enfants de 37 à 60 mois)	1 980	2 420	4 399
<b>VPE</b>			
– Collation en milieu de matinée	3 881	4 744	8 625
– Enseignement de rattrapage	554	678	1 232
<b>VCT</b>	<b>9 241</b>	<b>10 011</b>	<b>19 251</b>
<b>Autres groupes vulnérables</b>			
– PDI vulnérables	3 600	3 600	7 200
– Programmes d'aide psychosociale	66	66	133
– Réinsertion des enfants soldats	266	266	531
– Formation	531	531	1 062
<b>Total</b>	<b>25 810</b>	<b>29 272</b>	<b>55 082</b>

Note: Les totaux ont été arrondis.



## Produits alimentaires requis

36. La quantité de produits alimentaires requis pour cette IPSR est estimée à 55 082 tonnes, dont bénéficieraient 800 000 personnes chaque année.

<b>TABLEAU 4: TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS</b>			
<b>Produit</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>Total</b>
Riz	14 415	15 573	<b>29 987</b>
Mélange maïs-soja	9 211	11 252	<b>20 463</b>
Légumineuses	1 482	1 662	<b>3 145</b>
Sucre	703	784	<b>1 487</b>
<b>Total</b>	<b>25 810</b>	<b>29 272</b>	<b>55 082</b>

*Note:* Certains totaux ont été arrondis.

## Sélection des activités

37. Les activités seront sélectionnées conformément à la politique du PAM visant à favoriser le développement, qui met l'accent sur la corrélation qui existe entre la consommation alimentaire à court terme et la création d'avoires à longue échéance. Les comités villageois de relèvement proposeront des programmes VCT prioritaires dont devront bénéficier aussi bien les communautés d'accueil que les PDI de retour, et cette approche participative devrait encourager la réinsertion des personnes déplacées, contribuer à satisfaire les besoins de relèvement des communautés et promouvoir la cohésion sociale.
38. Les composantes NMI et VPE et les activités dans ces domaines seront sélectionnées en collaboration avec les organismes gouvernementaux de contrepartie à tous les niveaux, sur la base des résultats des travaux ACV. Des consultations systématiques avec l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la FAO, l'OIT, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAsD), les ONG et les organisations à assise communautaire garantiront un appui mutuel et une coordination appropriée pour l'évaluation des besoins, l'identification des interventions et la formulation des stratégies. Le PAM et le Ministère de la santé continueront de renforcer la capacité des services gouvernementaux de surveiller l'évolution de la situation nutritionnelle dans le nord afin d'améliorer le ciblage et la programmation des interventions conjointes.

## Mécanisme d'approbation des activités

39. Le Comité directeur national du projet, présidé par le Ministère des secours, du relèvement et de la réconciliation, examinera l'exécution et dirigera la sélection et la mise en oeuvre des activités. Ce comité directeur est composé des représentants des ministères associés à l'exécution du programme, des représentants des provinces et des secrétaires des districts où sera réalisée l'IPSR. Le Comité se réunit une fois par mois pour approuver les domaines d'intervention et les agents d'exécution ainsi que l'élargissement des activités entreprises au titre de toutes les composantes du programme et les propositions d'activités VCT provenant des villages et approuvées par les autorités des districts. Il y aura dans chaque district un comité d'examen de district présidé par le secrétaire de district et composé de représentants des agents d'exécution, des ONG et du PAM. Les propositions



de projet approuvées seront soumises à l'Unité de coordination du programme du PAM du Ministère des secours, de relèvement et de la réconciliation avant d'être soumises à l'approbation finale du Comité directeur.

### **Arrangements institutionnels et sélection des partenaires**

40. Le Ministère des secours, du relèvement et de la réconciliation sera le principal organe gouvernemental de contrepartie et sera responsable de la corrélation et de la logistique. Les autorités locales, comme par exemple des agents des secrétariats des districts, assureront les liaisons avec l'Unité de coordination du programme du PAM en ce qui concerne l'approbation des activités VCT, le financement des services logistiques et la couverture des dépenses d'administration afférentes à l'exécution locale des activités. Le ministère obtiendra un financement de contrepartie au titre du budget national pour mener ces tâches à bien et sera responsable du décaissement des fonds.
41. Les ministères de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, leurs départements provinciaux et leurs agents de district contribueront à l'exécution du programme au plan national dans le cadre du comité directeur de l'IPSR, et au plan local en assumant la responsabilité de l'exécution des activités dans les écoles, les dispensaires ou les communautés où il existe une composante VCT.
42. Les partenariats établis avec la BAsD, l'UNICEF, la FAO et *World Vision* sont fondés sur le principe que chaque partenaire doit faire l'apport de ressources aux activités appuyées pour accroître leur impact et leurs avantages en général.

### **Renforcement des capacités**

43. Un aspect important de la stratégie de la mise en oeuvre de l'IPSR est le renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires d'exécution. Il y a peu de fonctionnaires dans le nord et dans l'est —il y a beaucoup de postes vacants— et ils n'ont qu'une capacité limitée. L'IPSR comprendra par conséquent les activités ci-après:
  - renforcer les capacités des organismes gouvernementaux de contrepartie dans le nord et l'est de l'île;
  - dispenser une formation ciblée au personnel des agents d'exécution afin de renforcer leurs capacités dans les domaines de la planification participative, de l'analyse des données et de l'intégration aux activités de la problématique hommes-femmes;
  - renforcer les capacités des participants au moyen d'une formation;
  - renforcer les capacités des organismes nationaux de contrepartie dans les domaines de l'exécution et du suivi des activités, du suivi des produits et de l'établissement des rapports;
  - renforcer la capacité des organismes gouvernementaux de contrepartie de mener une action de sensibilisation à la nutrition, à l'insécurité alimentaire et à l'analyse de la vulnérabilité; et
  - aider les autorités sanitaires du nord et de l'est à mettre en place un système de surveillance de la nutrition.





## Arrangements logistiques

44. Les produits alimentaires seront expédiés jusqu'au port de Colombo et stockés dans les magasins du *Land Commissioner* ou du Ministère des secours, du relèvement et de la réconciliation, qui sera chargé du dédouanement et du transit ainsi que du transport interne, de l'entreposage et de la manutention (TIEM). Pour certaines activités, l'actuel système de distribution par le biais des guichets de la Société coopérative polyvalente sera maintenu. Pour certaines composantes de cette IPSR, le Ministère des secours, du relèvement et de la réconciliation soumettra les produits alimentaires à un partenaire d'exécution à un point de livraison avancée pour distribution finale. L'on utilisera pour les aliments mélangés les circuits de distribution existants par le biais des dispensaires du Ministère de la santé. Les dépenses de transport interne, de manutention et d'entreposage, estimées à 4,5 millions de dollars, seront couvertes par le gouvernement.

## Suivi et évaluation

45. Le PAM aura recours surtout à un mécanisme de suivi axé sur les résultats pour évaluer l'exécution des activités au regard de leurs objectifs et continuera de renforcer le système général de suivi et la base de données établie en collaboration avec le Département du recensement et de la statistique pour chaque composante de l'IPSR. Un suivi régulier sera assuré par les bureaux de pays, bureaux auxiliaires, bureaux de terrain et organismes gouvernementaux de contrepartie. Des rapports sur l'avancement des activités seront soumis régulièrement au Comité directeur national. Des informations quantitatives et qualitatives ventilées par sexe seront rassemblées au sujet d'indicateurs sélectionnés, et ces données seront analysées pour suivre l'avancement des activités. Un accent plus marqué sera mis sur l'évaluation des effets à court terme, à moyen terme et à long terme des interventions ainsi que sur l'établissement d'une hiérarchie logique des résultats devant déboucher sur les objectifs visés. Il sera utilisé divers indicateurs de performance (voir l'annexe III).
46. Le PAM a considérablement renforcé sa présence dans le nord et l'est pendant la période 2002–2004 couverte par l'IPSR en cours. Un nouveau bureau auxiliaire a été établi en mars 2002 à Vavuniya, dans le nord, peu après la signature de l'accord de cessez-le-feu. Pendant le dernier trimestre de 2003, de nouveaux bureaux de terrain ont été couverts à Kilinochchi, dans le nord, et à Batticaloa, dans l'est. Le PAM a aidé des organismes gouvernementaux de contrepartie à mettre en place des unités de suivi dans chacun des districts couverts par l'IPSR, ce qui a amélioré leurs capacités.
47. Le PAM a réalisé en 2003 deux enquêtes de référence, avant la mise en oeuvre de la composante pilote VPE de l'IPSR en cours, aidé en cela par une subvention allemande pour l'amélioration de la qualité et pour le recrutement d'un consultant fourni par celle-ci: i) une étude de référence sur l'éducation qui sera utilisée pour suivre l'avancement des activités VPE pendant une période de quelque quatre à cinq ans; et ii) une étude de la situation nutritionnelle d'un échantillon d'élèves de première et de deuxième années dans les circonscriptions scolaires des régions affectées par le conflit. Une enquête annuelle de suivi sera réalisée parmi les mêmes groupes de participants et groupes témoins.



## Mesures de sécurité

48. Beaucoup des régions du nord et de l'est contrôlées par les LTTE sont considérées comme relevant de la phase III par le Plan de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, de sorte que les agents du PAM ont accès à toutes les zones où doivent être exécutées les activités. Les stipulations de l'accord de cessez-le-feu ont ouvert les zones contrôlées par les LTTE, ce qui s'est traduit par une intensification considérable de l'activité économique qui a bénéficié aux habitants, précédemment isolés, de ces régions. À ce jour, aucun incident de sécurité affectant des membres du personnel des Nations Unies n'a été signalé. Le gouvernement et les LTTE sont résolus à préserver la sécurité du personnel des organismes humanitaires.
49. Dans les régions où doit être menée à bien l'IPSR, le PAM a équipé ses locaux et ses véhicules comme prévu par les normes minimums de sécurité opérationnelle. Une formation à la sécurité a été dispensée à tous les agents du PAM, qui participent à des cours périodiques de révision dispensés par le responsable des Nations Unies chargé de la sécurité sur le terrain. Tous les fonctionnaires ont été formés aux précautions essentielles de sécurité à prendre sur le terrain, et le bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité (UNSECOORD) a fourni des modules interactifs de formation à la sécurité basés sur CD-ROM.

## Stratégie de retrait

50. Pendant la phase en cours, cette IPSR a été réorientée des secours vers le redressement et pendant la nouvelle phase, en 2005–2006, l'accent continuera d'être mis sur le redressement et la création de moyens de subsistance plus durables pour les groupes vulnérables au moyen d'activités de nature à renforcer le capital humain et matériel.
51. Il est peu probable que le PAM cesse d'appuyer la composante NMI à l'expiration de la nouvelle IPSR car des interventions à longue échéance sont indispensables pour atténuer la malnutrition chronique. Des investissements dans les activités d'éducation menées dans le contexte de la composante VPE seront également fondés sur une approche à plus long terme. Il se peut néanmoins que, pendant cette phase de l'IPSR, les programmes VCT au niveau des villages soient réduits: pendant la période 2002–2004, la plupart des activités VCT ont concerné des travaux de remise en état des villages de courte durée et à forte intensité de main-d'oeuvre dont l'exécution n'appelle pas beaucoup d'articles non alimentaires. La méthode VCT a apporté de grandes quantités d'aliments aux ménages vivant dans l'insécurité alimentaire et a aidé à remettre en état ou à relever l'infrastructure agricole et l'infrastructure villageoise de base. Si le processus de paix se poursuit, il pourra s'avérer nécessaire d'adopter une approche à plus long terme inspirée d'un modèle de reconstruction plus permanent n'exigeant pas d'activités VCT, de sorte que la composante VCT pourra se trouver réduite et, à terme, éliminée progressivement de cette IPSR ou de la suivante.



## Mécanisme d'intervention d'urgence

52. Le principal élément imprévu dépend du processus de paix et de la préservation de l'accord de cessez-le-feu. Un échec à cet égard ne devrait pas automatiquement se traduire par une reprise des hostilités, mais certains éléments pourraient attiser les tensions et faire reprendre le conflit, qui pourrait à nouveau entraîner de vastes déplacements de populations et obliger le PAM à réorienter à nouveau son programme du redressement vers les secours. Le PAM devrait alors éliminer progressivement certaines composantes comme les activités VCT et redéployer ses ressources pour pouvoir fournir des secours d'urgence aux groupes nécessiteux, comme les femmes, les enfants et les PDI se trouvant dans les camps ou à proximité des écoles et dispensaires qui resteraient accessibles et opérationnels.

---

## RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

53. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR 10067.1 "Assistance aux groupes vulnérables en vue de la consolidation de la paix dans les régions affectées par le conflit" dans les limites du budget figurant aux annexes I et II.



## ANNEXE I

<b>VENTILATION DES COÛTS DU PROJET</b>			
	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Coût moyen par tonne</b>	<b>Valeur (dollars)</b>
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Riz	29 987	247	7 406 789
– Aliments mélangés	20 463	360	7 366 680
– Sucre	1 487	290	431 230
– Légumineuses	3 145	430	1 352 350
<b>Total, produits</b>	<b>55 082</b>		<b>16 557 049</b>
<b>Transport extérieur</b>		<b>70,92</b>	<b>3 906 295</b>
<b>Total partiel, TIEM</b>			<b>0</b>
<b>Total, TTEM</b>			<b>0</b>
<b>Autres coûts opérationnels directs</b>		<b>13,62</b>	<b>750 000</b>
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>			<b>21 213 344</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)</b>			
<b>Total, coûts d'appui directs</b>		<b>54,43</b>	<b>2 998 000</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)</b>			
			<b>1 694 794</b>
<b>COÛTS TOTAUX POUR LE PAM</b>			<b>25 906 138</b>
<sup>1</sup> Il s'agit là d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise des produits peut varier en fonction de leur disponibilité.			



## ANNEXE II

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel</b>	
Administrateurs internationaux	703 000
Administrateurs nationaux	253 000
Agents nationaux des services généraux	897 000
Personnel temporaire	40 000
Heures supplémentaires	20 000
Incitations	80 000
Consultants internationaux	40 000
Consultants nationaux	40 000
Volontaires des Nations Unies	149 000
Voyages officiels du personnel	100 000
Formation et perfectionnement du personnel	60 000
<b>Total partiel</b>	<b>2 382 000</b>
<b>Dépenses de bureau et autres coûts récurrents</b>	
Location des locaux	36 000
Services collectifs	30 000
Fournitures de bureau	30 000
Communication et services TI	40 000
Assurance	20 000
Réparation et entretien du matériel	20 000
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	100 000
Autres frais de bureau	40 000
Services fournis par des organismes des Nations Unies	48 000
<b>Total partiel</b>	<b>364 000</b>
<b>Équipement et autres coûts fixes</b>	
Véhicules	132 000
Mobilier, outils et matériel	50 000
Matériel TC/TI	70 000
<b>Total partiel</b>	<b>252 000</b>
<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>2 998 000</b>



## ANNEXE III

## RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR SRI LANKA 10067.1 (2005–2006)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Ressources requises	Risques et hypothèses
<b>Impact</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à assurer une sécurité alimentaire durable pour les populations vulnérables vivant dans les régions affectées par le conflit et renforcer la cohésion sociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la sécurité alimentaire de la plupart des personnes vulnérables.</li> <li>Amélioration de l'accès aux services de santé et d'éducation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Statistiques nationales et rapports des services du gouvernement; enquêtes du PAM.</li> <li>Rapports du Ministère de la santé.</li> </ul>	55 082 tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 16,6 millions de dollars; coût total pour le PAM: 25,9 millions de dollars.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus de paix se poursuivra et avancera. S'il s'effondre, la mise en oeuvre de l'IPSR demeurera utile mais les activités envisagées et leur portée devront être ajustées à la lumière des nouvelles circonstances.</li> </ul>
<b>Résultats</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Création de possibilités d'emploi pour les hommes et les femmes vulnérables.</li> <li>L'amélioration et la transformation des produits agricoles devraient, globalement, se traduire par un accroissement de la production agricole.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accroissement des revenus des ménages et des disponibilités alimentaires.</li> <li>Accroissement du pourcentage des superficies cultivées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du Ministère des finances du gouvernement.</li> <li>Rapports du Ministère de l'agriculture.</li> <li>Rapports du Ministère de l'agriculture; suivi par le PAM.</li> </ul>	19 251 tonnes de produits d'une valeur* de quelque 5,8 millions de dollars; autres COD: 250 000 dollars; CAD 1 050 000 dollars.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ressources allouées et l'appui apporté par le gouvernement aux projets du PAM demeureront suffisants.</li> <li>Les agents d'exécution continueront de s'impliquer dans les activités et de fournir des ressources humaines suffisantes.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la consommation de nutriments des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants.</li> <li>Amélioration des connaissances et des pratiques des femmes enceintes et des mères allaitantes en matière de nutrition et d'impact de celles-ci sur leur propre santé et celle de leurs enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pourcentage de réduction du nombre de nouveau-nés souffrant d'insuffisance pondérale.</li> <li>Pourcentage de réduction des taux d'anémie chez les femmes.</li> <li>Pourcentage de réduction du nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, d'émaciation et de troubles de croissance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du Ministère de la santé, suivi et évaluation par le PAM.</li> <li>Enquête du PAM.</li> <li>Enquête du PAM.</li> </ul>	17 047 tonnes de produits d'une valeur* de quelque 5,1 millions de dollars; autres COD 334 000 dollars; CAD: 930 000 dollars.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement et ses structures administratives ainsi que les acteurs non étatiques, comme les LTTE, continuent d'appuyer la mise en oeuvre de l'IPSR.</li> </ul>



## RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR SRI LANKA 10067.1 (2005–2006)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Ressources requises	Risques et hypothèses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des taux de fréquentation et réduction des taux d'abandons au niveau primaire.</li> <li>Amélioration du régime alimentaire des élèves des écoles.</li> <li>Atténuation de la faim à court terme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pourcentage de réduction des taux d'abandons scolaires des garçons et des filles.</li> <li>Pourcentage d'augmentation des taux de fréquentation scolaire des garçons et des filles.</li> <li>Pourcentage d'augmentation de l'apport calorique.</li> <li>Idée que les maîtres se font de la prévalence de la faim à court terme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du Département de l'éducation au niveau du district; système de suivi et d'évaluation du PAM.</li> <li>Enquêtes du PAM.</li> <li>Enquêtes du PAM.</li> </ul>	9 857 tonnes de produits d'une valeur* d'environ 3,0 millions de dollars; autres COD 150 000 dollars; CAD: 540 000 dollars.	<ul style="list-style-type: none"> <li>La convergence des programmes d'assainissement et de santé, et surtout de déparasitage, réalisés par des partenaires dans les écoles ciblées.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les enfants traumatisés sont soignés dans le cadre de programmes d'aide psychosociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Efficacité des programmes d'aide psychosociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des partenaires d'exécution.</li> </ul>	133 tonnes de produits d'une valeur* d'environ 33 000 dollars; autres COD: 1 000 dollars; CAD: 6 000 dollars.	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les enfants soldats sont réinsérés dans la société, et leurs compétences et celles des autres groupes vulnérables sont améliorées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pourcentage des enfants soldats réinsérés dans leur famille et dans la société.</li> <li>Nombre de personnes formées ayant acquis des compétences nouvelles et un emploi.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des partenaires d'exécution.</li> </ul>	1 600 tonnes de produits d'une valeur* d'environ 500 000 dollars; autres COD: 15 000 dollars; CAD: 90 000 dollars.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les agents des services gouvernementaux de district continuent de fournir un appui.</li> </ul>
<b>Produits</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Régénération et création d'avoirs familiaux/ communautaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En moyenne, 50 000 participants par an sont recrutés pour des activités VCT; 250 000 bénéficiaires recevront une aide alimentaire.</li> <li>1 800 ha de terres arables seront mises en culture.</li> <li>750 km de routes seront remises en état dans les régions rurales.</li> <li>200 infrastructures communautaires seront remises en état et modernisées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des unités de suivi des districts; suivi par le PAM.</li> <li>Rapports du Département agricole au niveau des districts.</li> <li>Rapports de suivi du PAM.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Produits alimentaires, dépenses opérationnelles et articles non alimentaires.</li> <li>Personnel pour le suivi et l'évaluation.</li> <li>Dépenses d'administration des autorités locales et coûts afférents au TTEM payés par le gouvernement.</li> </ul>	



## RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR SRI LANKA 10067.1 (2005–2006)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Ressources requises	Risques et hypothèses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de programmes de formation à la création d'avoirs.</li> <li>• Personnes formées à la création d'avoirs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de 135 programmes de formation.</li> <li>• Formation de 1 500 agents des organismes d'exécution de contrepartie.</li> </ul>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution d'aliments mélangés enrichis aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des aliments enrichis seront distribués chaque année à 80 000 femmes enceintes et mères allaitantes.</li> <li>• En moyenne, 180 000 enfants par an recevront du mélange maïs-soja.</li> <li>• Il sera formé 1 650 agents sanitaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports du Département de la santé au niveau des districts.</li> <li>• Rapports du Ministère de la santé.</li> <li>• Rapports de suivi du PAM.</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élargissement de l'accès à la formation, à l'hygiène et à la nutrition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capacités de 55 dispensaires du Ministère de la santé seront renforcées et dotées d'agents sanitaires formés.</li> </ul>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution aux enfants d'une collation en milieu de matinée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 190 000 élèves des écoles recevront chaque année des collations en milieu de matinée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Département de l'éducation au niveau des districts.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des partenaires sont disponibles et ont la capacité d'appuyer les activités VPE, la formation et l'élargissement du programme de réinsertion.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution de jeux d'articles non alimentaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 500 écoles recevront des jeux d'articles non alimentaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Département de l'éducation au niveau des districts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ressources provenant de la BASD, du GTZ, de <i>Save the Children Fund</i>, de Terre des hommes.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction/remise en état de cuisines.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 300 cuisines et magasins scolaires seront modernisés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Département de l'éducation au niveau des districts; rapports des partenaires.</li> </ul>		





## RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR SRI LANKA 10067.1 (2005–2006)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Ressources requises	Risques et hypothèses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture aux écoles, par le PAM et la FAO, d'une assistance dans le cadre du programme de potagers scolaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>60 écoles recevront une assistance dans le cadre du programme PAM/FAO de potagers scolaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du Département de l'éducation au niveau des districts, du PAM et de la FAO.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilités de fonds de partenaires (FAO).</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide psychologique aux enfants et distribution d'aliments aux enfants soldats réinsérés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 000 enfants par an recevront une aide psychologique.</li> <li>Chaque année, 1 000 enfants soldats participant aux activités de réinsertion recevront des aliments.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des partenaires d'exécution.</li> <li>Rapports des partenaires d'exécution.</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de programmes de formation professionnelle.</li> <li>Participation des populations aux programmes de formation professionnelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chaque année, il sera dispensé dans le cadre des activités VPF une formation à 2 000 personnes, dont 70 pour cent de femmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des partenaires d'exécution.</li> </ul>		

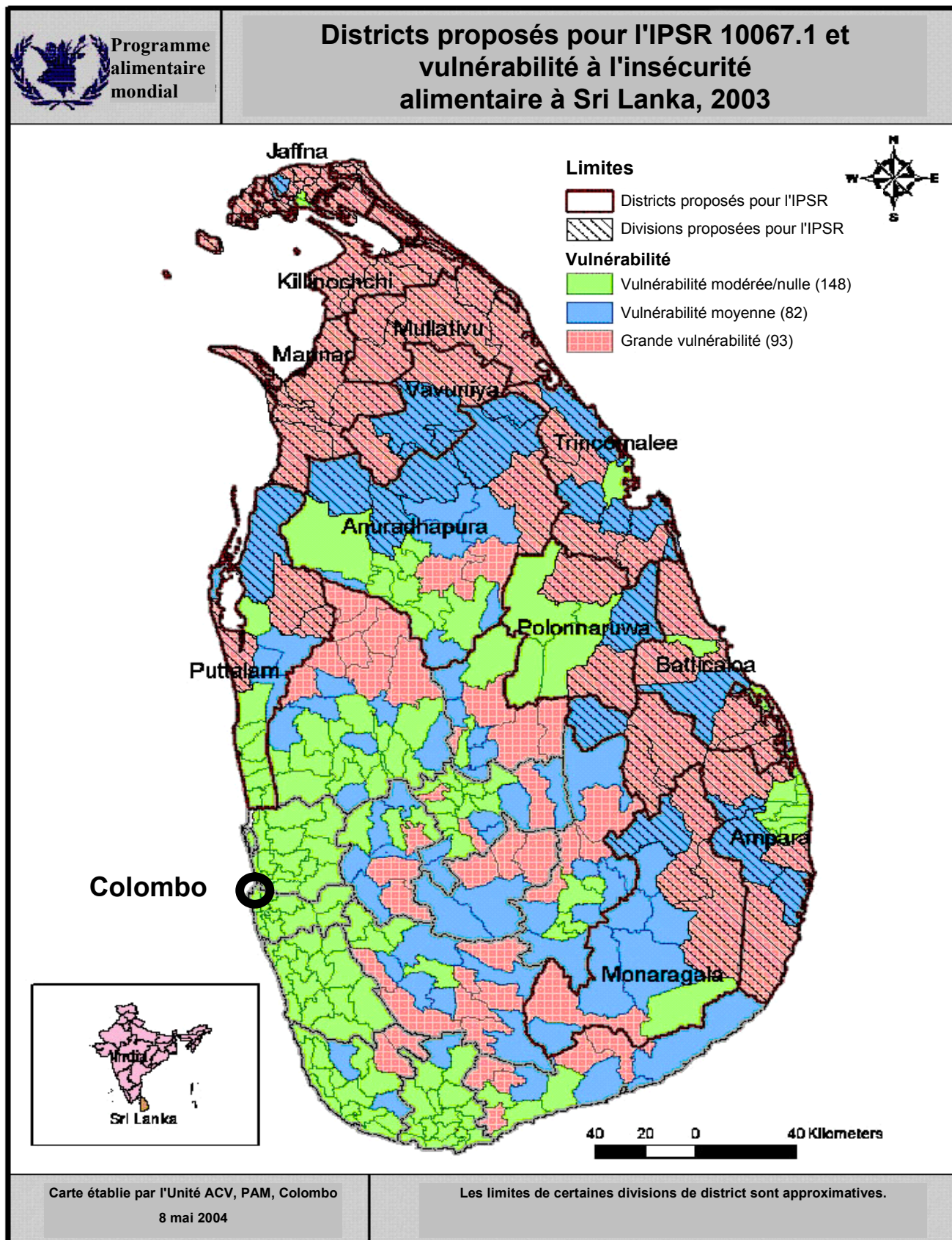
\* Le coût du transport extérieur n'est pas inclus.

*Notes:*

- Nombre annuel moyen de bénéficiaires.
- Résultats matériels cumulatifs pour la durée du projet.



## ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



---

## **LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT**

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
BA sD	Banque asiatique de développement
CAD	Coûts d'appui directs
COD	Coûts opérationnels directs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
LTTE	Tigres de libération du Tamil Eelam
NMI	Nutrition maternelle et infantile
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TIEM	Transport interne, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSECOORD	Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité
VCT	Vivres-contre-travail
VPE	Vivres pour l'éducation
VPF	Vivres pour la formation

